

## **ARRETE N° 15/2025/ST**

**OBJET** : Réglementation temporaire de voirie.

Vu le code de la route et ses articles R.419-9, R.417-10 et R.417-11,  
Vu le code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-5 et L2131-2 relatif aux pouvoirs du Maire en matière de police de circulation,  
Vu les articles L2212-1, L2212-2 et 2214-3 du code général des Collectivités Territoriales relatif aux pouvoirs du Maire,  
Vu l'article R610-5 du code pénal,  
VU le marché notifié en date du 04/05/2024, concernant la mise en place d'une fourrière automobile,  
VU la demande la Sté Lautier Moussac domiciliée n°5 zone d'activité Peine Plantade à 30190 Moussac, concernant des travaux de voirie à effectuer avenue de Paris Charles de Gaule, avenue de Provence, avenue de la République et sur la D135 à 30320 Marguerites,  
CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation au regard des travaux de voirie projetés.

## **ARRETE**

**ART.1** : La Sté Lautier Moussac est autorisée à effectuer les travaux définis ci-dessus sous réserve du droit des prescriptions énoncées ci-après, travaux qui seront réalisés avenue de Paris Charles de Gaule, avenue de Provence, avenue de la République et sur la D135 à 30320 Marguerites.

**ART.2** : Le stationnement de tout véhicule sauf véhicules de la Sté Lautier Moussac sera interdit au droit des travaux avenue de Paris Charles de Gaule, avenue de Provence, avenue de la République et sur la D135 à 30320 Marguerites.

**ART.3** : Conformément à l'article 325-1 du Code de la Route les véhicules dérogeant notamment à l'ART.2 du présent arrêté seront mis en fourrière sans préavis. Dans ce cadre le prestataire dûment mandaté par la commune pour l'enlèvement des véhicules en stationnement gênant est : MCAUTO30 MDA ROUTE DE Poulx chemin de Candelon 30320 Marguerites. Les véhicules seront entreposés dans leurs locaux.

**ART.4** : La circulation sur la chaussée sera autorisée par demi-chaussée sous réglementation alternée si nécessaire selon les besoins et avancement du chantier, avenue de Paris Charles de Gaule, avenue de Provence, avenue de la République et sur la D135 à 30320 Marguerites. La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h.

ART.5 : Ces prescriptions seront valables pour la période du 27/01/2025 au 31/01/2025 inclus.

ART.6 : La circulation et le stationnement seront interdits avenue de la République à 30320 Marguerittes le 29/01/2025 de 7h30 à 17h00.

ART.7 : Avant toute ouverture de chaussée ou trottoirs le demandeur devra prendre connaissance de la position de tous les réseaux publics auprès des concessionnaires concernés. Pour l'éclairage public l'entreprise BOUYGUES ENERGIE SERVICES Avenue Clément Ader à Marguerittes.

ART.8 : La pré signalisation, la signalisation réglementaire et rétro-réfléchissante du chantier, la signalisation d'interdiction de stationner, la signalisation de limitation de vitesse et d'interdiction de circuler devront être mises en place et entretenues par les soins de la Sté Lautier Moussac et à ses frais.

ART.9 : La responsabilité du pétitionnaire est substituée à celle de la commune si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident ou incident qui est la conséquence de la présente réglementation.

ART.10 : Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la loi par toute personne habilitée à les constater.

ART.11 : Le présent arrêté municipal peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication, devant le tribunal administratif de Nîmes.

ART.12 : Le présent arrêté est publié conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Marguerittes.

ART.13 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Commandant chef de la brigade de gendarmerie de Marguerittes, à Monsieur le brigadier-chef principal de la Police Municipale de Marguerittes et la Sté Lautier Moussac.

ART.14 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

A Marguerittes (Gard), le vingt et un janvier deux mille vingt-cinq.

Pour le Maire et par délégation,  
M. Bernard CHANTRIER



Adjoint délégué aux travaux et équipements publics